

MONDE

« **Manœuvres** » **navales en mer Jaune**. Après les bombardements nord-coréens survenus en début de semaine, qui ont fait 2 morts et 18 blessés, la Corée du Sud a annoncé le renforcement de ses forces armées dans cinq de ses îles de la Mer Jaune proches de la Corée du Nord. Les Etats-Unis envoient le porte-avions USS George-Washington sur place, un signal à Pyongyang et Pékin. Ces manœuvres amènent la péninsule coréenne « *au bord de la guerre* », a affirmé Pyongyang.

Réprobations des grandes puissances, qui ont exprimé leur préoccupation, s'inquiétant vivement de ce regain de tension dans la péninsule coréenne. La France, par la voix de sa ministre des Affaires étrangères Michèle ALLIOT-MARIE, a appelé à « *l'arrêt des provocations* » et a condamné « *avec la plus grande fermeté* » les tirs nord-coréens, saluant en revanche « *l'esprit de responsabilité dont ont fait preuve les autorités sud-coréennes* ».

Afghanistan. Proclamation des résultats définitifs des législatives du 18 septembre. Plus de deux mois après un scrutin entaché de fraudes massives qui ont déjà conduit à l'annulation d'un quart des suffrages et à l'invalidation de 24 candidats arrivés en tête. Le principal opposant au président Hamid KARZAI, Abdullah ABDULLAH a assuré qu'au moins 90 de ses partisans avaient été élus, soit près d'un tiers des 249 sièges à l'Assemblée nationale, promettant des « *pressions* » sur le gouvernement « *pour des changements positifs* ».

Irak. Le Premier ministre doit former un gouvernement. Il a 30 jours.

49 pays très pauvres sur la planète, contre 25 en 1971, selon le rapport 2010 de l'ONU sur les pays les moins avancés (PAM). Un chiffre qui a doublé ces quarante dernières années, de même que le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté depuis les années 1980.

EUROPE

Irlande dans le besoin : UE et FMI prêts à verser jusqu'à 90 milliards d'euros. L'aide qui sera accordée n'est pas très éloignée de celle donnée au printemps à la Grèce. L'objectif est principalement d'aider à recapitaliser les banques, que Dublin a déjà dû renflouer à hauteur de 50 milliards d'euros, faisant grimper son déficit public à 32% du PIB attendu cette année. Il s'agit aussi d'éviter une contagion à d'autres pays aux finances publiques fragiles de l'Union monétaire, comme le Portugal ou l'Espagne, via la hausse des taux d'emprunts obligataires. Christine LAGARDE a estimé que l'UE et le FMI avaient adressé un « *message très fort* » aux marchés, apportant la « *garantie* » nécessaire pour « *écarter* » le risque d'un effondrement des banques irlandaises.

Pression accrue sur l'Irlande. L'agence d'évaluation financière Standard and Poor's a abaissé d'un cran la note de la dette à long terme de l'Irlande, à « A » contre « AA- » auparavant, renforçant la pression sur le Premier ministre Brian COWEN.

Accord franco-allemand sur le mécanisme d'aide. Après un entretien téléphonique, la chancelière allemande, Angela MERKEL, et le président de la République, Nicolas SARKOZY, ont souhaité un accord rapide dans les négociations pour la mise en place du plan d'aide. Il pourrait être finalisé dès dimanche. Mme MERKEL et M. SARKOZY ont à nouveau affirmé que le mécanisme d'aide « *restera en fonction sans modification jusqu'en 2013* », mais que les deux gouvernements « *travailleraient intensément à une proposition commune pour un mécanisme de résolution des crises permanent qui viendra s'y substituer après 2013* ».

Et le Portugal alors ? Le pays s'est retrouvé en première ligne des marchés financiers, convaincus qu'il sera le prochain pays de la zone euro à avoir besoin de l'aide internationale. Indice de l'inquiétude des investisseurs, les taux d'intérêt de la dette portugaise à dix ans ont dépassé 7%, un seuil historique. Le Parlement portugais a définitivement adopté le budget d'austérité pour l'an prochain, qui doit permettre au pays de réduire son déficit public de 7,3% du PIB cette année à 4,6% fin 2011. Ce plan a déclenché une grève générale historique.

Succès des libéraux en Pologne. La Plate-forme civique au pouvoir est arrivée en tête des élections municipales et locales, distançant à un an des législatives le parti conservateur.

Moins de visas pour le Royaume-Uni. Le gouvernement a annoncé une baisse de 20% du nombre de visas accordés l'an prochain aux travailleurs non originaires de l'UE, afin de réduire le nombre d'immigrants.

De Lisbonne à Vladivostok ? C'est non pour la chancelière allemande. Angela MERKEL estime que la politique économique de Moscou ne va pas vers l'espace de libre échange que dit souhaiter le Premier ministre russe, Vladimir POUTINE. Elle répondait à une tribune de ce dernier, dans laquelle il souhaite « *une communauté d'économies harmonisée de Lisbonne à Vladivostok* » et « *pourquoi pas, des zones de libre échange.* »

Le budget européen toujours bloqué. Le président de la République SARKOZY, la Chancelière allemande MERKEL et le Premier ministre britannique CAMERON ont évoqué un compromis pour tenter de débloquent le dossier du budget européen 2011, avant le Conseil européen de décembre. Cette ébauche de compromis ne remet pas en cause le plafond d'augmentation de 2,91% des dépenses, soit une hausse maximale de 3,5 milliards d'euros par rapport aux 123 milliards prévus en 2010, mais prévoit plus de flexibilité ainsi que le souhaite le Parlement européen.

Naples à la poubelle. Des inspecteurs de l'Union européenne dépêchés en mission dans la ville italienne dont les rues sont envahies de tonnes d'ordures, ont brandi la menace de nouvelles sanctions si les autorités ne mettent pas rapidement en œuvre un plan de traitement des déchets. L'Italie a été épinglée par la Cour de justice européenne.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Côte d'Ivoire. Après certains heurts entre manifestants, le Président sortant a annoncé un couvre-feu au soir du scrutin. M. OUATTARA a soutenu l'appel au calme. Par ailleurs, la Commission nationale de la communication et la Radio télévision ivoirienne ont réussi à organiser un débat entre les deux candidats à la présidentielle, Laurent GBAGBO et Alassane OUATTARA. Une première. Les deux candidats ont abordé la politique étrangère, l'éducation et le régime politique à choisir après l'élection. Le second tour a lieu ce dimanche.

Burkina Faso. Le chef de l'Etat Blaise COMPAORE, au pouvoir depuis 1987, a remporté la présidentielle avec près de 81% des suffrages. Il est réélu dès le premier tour avec quelque 1,3 million des voix, soit 80,98% des suffrages exprimés (résultats des commissions électorales locales).

Madagascar. Fin de la mutinerie. L'armée malgache a mis fin sans effusion de sang à une tentative de mutinerie d'un petit groupe d'officiers, qui appelait depuis quatre jours, sans écho, à renverser le régime du président Andry RAJOELINA.

Tragédie au Cambodge. Le pays a connu son accident dramatique le plus meurtrier depuis des décennies, qui a fait près de 400 morts dans une bousculade sur un pont à Phnom Penh, lors du festival de la Fête de l'eau.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Le « oui » à FILLON. La majorité parlementaire vote la confiance au Premier ministre. Lors de son discours de politique générale devant le Parlement, François FILLON a promis la poursuite des réformes et la « *rigueur budgétaire* » afin de réduire la dette et les déficits de la France en pleine crise de la zone euro. « *Il faut nous libérer des déficits pour maintenir les taux [d'intérêt] à un niveau aussi bas que possible* ». Il a confirmé qu'il engagerait « *une réforme profonde de la fiscalité du patrimoine* » et promis qu'il n'y aurait pas de hausse des impôts. La réforme fiscale devrait voir aussi la fin du bouclier fiscal, une mesure phare du président adoptée en 2007.

Le « non » d'AUBRY. Réaction de la 1^{ère} secrétaire du PS : « *On a l'impression vraiment* » que MM. SARKOZY et FILLON « *sont complètement à côté de la réalité de ce que vivent les Français* ».

Les Radicaux : vers l'indépendance. Parti associé à l'UMP depuis sa fondation en 2002, le Parti radical valoisien, que préside Jean-Louis BORLOO, devrait reprendre son indépendance, tout en restant dans la majorité présidentielle. Décision du Bureau national. Le départ de l'UMP devrait être ratifié par le Congrès du Parti radical, au début de l'année prochaine. M. BORLOO a annoncé qu'il renonçait aux fonctions de vice-président du conseil national de l'UMP, tout en restant, pour l'heure,

membre du parti majoritaire. Il a déjeuné avec le président du Parti radical de gauche Jean-Michel BAYLET et les deux responsables devraient prendre « *des initiatives communes dans les semaines qui viennent* », a indiqué le PRG. Les élus à l'Assemblée nationale ne devraient pas créer un groupe indépendant, au bénéfice de la constitution d'une amicale, pouvant éventuellement travailler avec le Nouveau Centre, que les députés ne souhaiteraient pas rejoindre.

L'UMP de COPE. Christian JACOB, a été élu président du groupe UMP au Palais-Bourbon. Il remplace Jean-François COPE, dont il est proche. Issu du RPR, comme M. COPE, ancien ministre de Jacques CHIRAC M. JACOB l'a emporté au second tour de ce scrutin à bulletin secret face au radical Jean LEONETTI, premier vice-président du groupe UMP depuis 2004, avec 182 voix contre 109. Il avait frôlé l'élection dès le premier tour (151 voix, la majorité absolue étant de 156 voix), devançant largement M. LEONETTI (84 voix), Hervé GAYMARD (ex-RPR), qui a fait un score honorable avec 47 voix, et le libéral Nicolas FORISSIER (ex-DL, 28 voix). Le second tour s'est déroulé aussitôt, opposant MM. JACOB et LEONETTI, après le retrait de la course de MM. GAYMARD et FORISSIER, qui n'ont pas donné de consigne de vote.

Bon perdant. M. LEONETTI a affirmé que l'UMP était « *sa famille* » politique et qu'il soutiendrait Nicolas SARKOZY à l'élection présidentielle. « *J'ai dit que je lutterai contre la monotonie, mais qu'ils ne comptent pas sur moi pour créer la division* », a-t-il expliqué. Mais « *A dix-huit mois de l'élection présidentielle, il faut élargir la majorité* », a-t-il plaidé.

COPE veut partager. Le nouveau secrétaire général de l'UMP a de nouveau affirmé qu'il y aurait désormais « *un partage* » des responsabilités entre « *toutes les sensibilités* » de sa formation. Les « *querelles des derniers jours* », entre ex-RPR d'un côté et centristes et libéraux de l'autre, « *montrent que si on veut faire l'union sacrée (pour 2012) il est absolument indispensable que les sensibilités puissent non seulement s'exprimer mais aussi avoir des fonctions de direction* » dans le parti, a-t-il expliqué devant la presse à l'issue de la réunion. L'ancien patron des députés UMP a par ailleurs délocalisé le point-presse hebdomadaire du parti UMP à l'Assemblée nationale.

RAFFARIN dans le mouvement. L'ancien Premier ministre, Jean-Pierre RAFFARIN, a créé une « *amicale* » au sein du groupe UMP du Sénat, qui pourrait préfigurer un groupe indépendant après les élections sénatoriales de septembre prochain. Ses proches laissaient entendre depuis plusieurs mois qu'il pourrait créer un groupe parlementaire indépendant. Après avoir été reçu à l'Élysée, il a préféré, avec une trentaine de sénateurs, un mouvement, « *République et territoires* », expression de l'insatisfaction des anciens UDF, parents pauvres du remaniement gouvernemental. Rappelons qu'au Sénat, l'UMP n'ayant pas la majorité absolue, le vote des textes dépend des alliés centristes.

HOLLANDE ne veut pas d'arrangements. L'ancien Premier secrétaire du PS a mis en garde contre « *les arrangements* ». « *Des pactes, ça vaut pour ceux qui les signent, éventuellement les respectent, ça ne vaut pas pour ceux qui n'en sont pas* », a déclaré François HOLLANDE. Il ne faut « *pas prendre le corps électoral, en l'occurrence celui des primaires, comme simplement un corps électoral de ratification* », a-t-il ajouté.

AUBRY confirme l'entente. Martine AUBRY a souligné que « *c'est la première fois* » qu'il y a « *une telle responsabilité au sommet* ». « *Que dans le Parti socialiste deux responsables, voire trois puisque Ségolène souhaite discuter avec nous* », soient prêts à réfléchir « *ensemble à celui qui est le mieux placé* ». « *Si on veut gagner, il faut une unité* » et « *si on veut une unité des socialistes, les principaux leaders ne vont pas tous se présenter les uns contre les autres* », a argumenté de son côté l'ancien Premier ministre Laurent FABIUS, s'incluant dans le « *pacte* » alors que Mme AUBRY ne l'avait pas cité. Selon M. FABIUS, DSK « *semble être aujourd'hui le mieux placé* » pour l'emporter.

Primaires socialistes – 1 an. Le Comité national chargé de l'organisation des primaires a été réuni pour la 1^{ère} fois. Il est composé d'une vingtaine de membres représentant les différentes sensibilités du PS et présidé par Martine AUBRY. Ont été évoqués différents aspects techniques du processus : cartographie des bureaux de vote, listings électoraux, mobilisation des électeurs, etc. Le calendrier prévu (dépôt des candidatures en juin et scrutin à l'automne) est maintenu pour le moment, malgré les appels pressants de certains.

MONTEBOURG candidat. Comme prévu, le député socialiste a formellement lancé sa candidature aux primaires à gauche pour 2012. Il appelle à construire « *une République nouvelle* ». Il est le troisième candidat déclaré aux primaires après le député-maire d'Evry Manuel VALLS, et l'ancien président des Mutuelles de France Daniel LE SCORNET. M. MONTEBOURG a ensuite cité certaines des 100 propositions qu'il formule dans son livre-programme, « *Des idées et des rêves* », qui sortira le 24 novembre.

Sondages. Dominique STRAUSS-KAHN arriverait en tête au 1^{er} tour avec 29%, soit 5 points de plus que Nicolas SARKOZY (24%), si l'élection présidentielle se tenait dimanche et battrait nettement le président sortant au second tour (59% contre 41%), selon Ifop pour Paris Match. En revanche, M. SARKOZY devancerait au 1^{er} tour Martine AUBRY (22%) et encore plus nettement François HOLLANDE ou Ségolène ROYAL (18%). Mais, il perdrait au second tour, contre Mme AUBRY (48%/52%) et M. HOLLANDE (47%/53%) et ferait jeu égal (50%/50%) avec Mme ROYAL, sa rivale de 2007. Selon TNS-Sofres, M. SARKOZY serait largement battu au 2^e tour par M. STRAUSS-KAHN (38% contre 62%), mais aussi par Mme AUBRY, M. HOLLANDE ou Mme ROYAL, si l'élection présidentielle avait lieu maintenant.

PARLEMENT

Assemblée nationale

Piraterie maritime. La France a adapté son droit afin de lutter contre la piraterie en mer et pouvoir ainsi arrêter et juger les pirates sévissant dans l'océan Indien, comme ceux qui se sont attaqués ces dernières années à des plaisanciers français ou s'en prennent à des navires de pêche. Après un vote au Sénat en mai, le projet de loi a été adopté définitivement à l'Assemblée nationale, dans un quasi-consensus entre droite-gauche. Seuls les communistes et Verts se sont abstenus.

Unanimité des députés. Adoption en première lecture d'un projet de loi visant à lutter contre la prolifération des armes de destruction massive. Selon M. Michel VOISIN, rapporteur (UMP) de ce texte déposé en mai 2009, il ne modifie pas le dispositif de défense français mais vise à « *renforcer les peines applicables aux personnes se livrant à des activités favorisant la prolifération* ».

Sénat

PLF – 1^{ère} partie. Le Sénat a voté dans la nuit de mercredi à jeudi la partie Recettes du projet de loi de finances pour 2011. En fin de séance, un dernier amendement déposé par le gouvernement a traduit dans le tableau traduisant les modifications intervenues au Sénat lors de la discussion sur la première partie du PLF. Elles aboutissent à un déficit prévisionnel de 91,645 milliards d'euros, soit une augmentation de 25 millions par rapport au texte adopté par l'Assemblée nationale. Celui déposé par le gouvernement s'élevait à 91,993 milliards d'euros.

CONSEIL DES MINISTRES

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière militaire avec le Kazakhstan. / **Décrets portant attributions des ministres.**

Communications. Le sommet de l'OTAN. / L'administration électronique. / Le bilan de la grande cause nationale 2010 sur la lutte contre les violences faites aux femmes.

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Le Noël de Roselyne BACHELOT. La prime de Noël accordée aux bénéficiaires de certains minima sociaux, comme le RSA, s'élèvera cette année à 152,45 euros. 1,7 million de bénéficiaires, pour un coût de 377 millions d'euros pour l'Etat, selon les chiffres communiqués par la nouvelle ministre de la Solidarité. Malheureusement, elle ne bénéficiera pas aux Français de l'étranger.

Les ménages ont moins consommé en octobre. - 0,7%, en raison principalement du recul des dépenses automobiles, après une hausse de 1,6% en septembre, selon l'Insee.

Et leur moral remonte en novembre. L'indicateur qui le mesure ayant gagné deux points par rapport à octobre, mais il reste très en deçà de sa moyenne de long terme.

Cher Paris. + 10,6%. C'est l'augmentation des prix de vente des logements anciens en Ile-de-France au 3^{ème} trimestre 2010, avec un nouveau record établi à Paris où ils ont crevé le plafond des 7.000 euros/m², a révélé jeudi la Chambre des notaires de Paris et de l'Ile-de-France. Autre symbole, plus aucun des vingt arrondissements de Paris n'affiche de prix médian en dessous de 5.000 euros/m².

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Budget pour 2011. Le Sénat a adopté les crédits de la Mission Action extérieure de l'Etat (Affaires étrangères) pour 2011, défendus par Michèle ALLIOT-MARIE, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères et européennes.

❖ **Prise en charge des frais de scolarité.** A noter l'adoption des amendements suivants, déposés par Robert del PICCHIA avec le soutien de ses collègues (UMP) représentant les Français de l'étranger, ainsi que Sophie JOISSAINS :

- **le premier vise à plafonner la prise en charge des frais de scolarité.** Le montant de ce plafond sera déterminé par décret après avis de l'Assemblée des Français de l'étranger. Il sera fixé, par établissement, indépendamment des revenus des bénéficiaires. Tous les lycées seront concernés. Ce plafond sera révisé chaque année pour tenir compte notamment des variations des changes et des conditions locales d'existence. La différence entre le plafond et les tarifs pratiqués par l'école sera à la charge des familles.

- **le second prévoit la création d'une annexe** permettant de distinguer les crédits de la PEC et les crédits des bourses, dans un souci de transparence. Cela permettra notamment de contrôler l'évolution des crédits des deux types d'aide.

❖ **Caisse des Français de l'étranger.** Le Sénat a rejeté l'amendement du Sénateur CANTEGRIT, Président de la Caisse des Français de l'étranger (CFE), visant à mettre en place les crédits nécessaires à un cofinancement pour la 3^{ème} catégorie aidée de cotisants à l'assurance maladie-maternité de la CFE. La charge principale du financement revient ainsi de facto à la CFE alors que la loi de Modernisation sociale de 2002 prévoit qu'elle incombe à l'Etat. Le Sénateur CANTEGRIT a fait part de son inquiétude.

Assemblée des Français de l'étranger. Par arrêté du ministre des affaires étrangères et européennes en date du 10 novembre 2010, Anne OPPETIT est nommée à compter du 8 novembre 2010 pour siéger à l'Assemblée des Français de l'étranger, en remplacement de Laurence AZZENA-GOUGEON, démissionnaire, dans la circonscription de Londres.

La mobilité internationale en chiffres. La France compte 6,7 millions d'immigrés, soit 11 % de sa population, mais reste l'un des pays d'Europe d'où l'on s'expatrie le moins, selon une étude de l'Institut national des études démographiques (Ined). En nombre d'immigrés, définis par l'étude comme des « *personnes nées dans autre pays que celui où elles résident* », la France arrive derrière les Etats-Unis (42,8 millions), la Russie (12,3), l'Allemagne (9,1), l'Arabie Saoudite (7,3) et le Canada (7,2), mais devance le Royaume-Uni (6,5) et l'Espagne (6,4).

SANTÉ – SOCIÉTÉ

Illuminations de Noël des Champs-Élysées. 1 million de diodes basse consommation d'énergie proposant, cette année, un halo ambre et zen. 415 platanes de la « *plus belle avenue du monde* » ont revêtu leurs habits de fête grâce au concours du Comité des Champs-Élysées, qui regroupe les commerçants assurant le cofinancement des illuminations.

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

iDTGV sur iPhone. La filiale de la SNCF a lancé une application gratuite pour réserver son voyage iDTGV sur 350 destinations avec son téléphone portable et émettre un « m billet ». Muni de son billet mobile, il suffit de présenter en gare son téléphone au contrôleur.

CARNET

Nominations

Franck MOREL et **François-Xavier SELLERET**, devraient être nommés directeurs adjoints du cabinet de M. BERTRAND (Travail, Emploi et Santé).

Bruno SOUCHON, directeur de cabinet de M. OLLIER (Relations avec le Parlement).

Luc RIGOUZZO, directeur de cabinet de M. de RAINCOURT (Coopération).

Thomas COURBE dirigera le cabinet de M. LELLOUCHE, (Commerce extérieur).

Alexandre JEVAKHOFF conserve ses fonctions de directeur-adjoint du cabinet de Mme ALLIOT-MARIE (Quai d'Orsay).

Serge POIGNANT (UMP) présidera la com. des Affaires économique de l'Assemblée nationale.

Alexandre BOMPARD va quitter Europe 1 pour devenir PDG de la Fnac.

Jean CASTEX, ancien directeur de cabinet de Xavier BERTRAND au ministère de la Santé, puis du Travail, devient conseiller pour la stratégie sociale du Président de la République.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans *INFOS Hebdo* ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax:** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr